

Unité départementale de l'Aisne  
25 rue Albert Thomas  
02100 Saint-Quentin

SAINT-QUENTIN, le 06/10/2022

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 24/06/2022

### **Contexte et constats**

Publié sur



#### **TEREOS FRANCE**

Services Techniques  
11 rue Pasteur  
02390 ORIGNY STE BENOITE

Références : TERE22Rpref\_443  
Code AIOT : 0005100521

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 24/06/2022 dans l'établissement TEREOS FRANCE implanté 11 rue Pasteur 02390 ORIGNY STE BENOITE. L'inspection a été annoncée le 20/06/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques <https://www.georisques.gouv.fr/>).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- TEREOS FRANCE
- 11 rue Pasteur 02390 ORIGNY STE BENOITE
- Code AIOT : 0005100521
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil bas
- IED

L'Etablissement d'ORIGNY-SAINT-BENOITE est implanté dans le département de l'Aisne, à l'Est de SAINT-QUENTIN. Il s'étend sur les communes d'ORIGNY-SAINT-BENOITE, THENELLES et NEUVILLETTE.

Les activités actuelles de l'Etablissement d'ORIGNY-SAINT-BENOITE se partagent entre :

- Les activités saisonnières :
- La transformation des betteraves (capacité maximale : 20.000 t de betteraves/j) en sucre cristallisé (produits finis) ou en sirop et EP2 (produits semi-finis) durant la campagne sucrière (de mi-septembre

à mi-janvier),

- Le traitement des pulpes de betteraves par pressage et déshydratation, d'une partie d'entre elles, en campagne,
- Le traitement des vinasses dans une concentration de vinasses. Il est produit des vinasses concentrées et du sulfate de potassium en inter-campagne,
- La production de bétaine à partir de vinasses de betteraves, en inter-campagne ;
  - Les activités permanentes :
- La production d'alcool brut à partir de jus sucré et d'EP2 par fermentation et distillation (capacité : 7.500 hl/j),
- La production d'alcools surfin et déshydraté : la capacité de production est de 6.600 hl/j d'alcool surfin, 1.500 hl/j d'alcool surfin absolu et 5.500 hl/j d'éthanol,
- La production d'alcool brut à partir de blé (capacité de 800 hl/j),
- La production d'alcool surfin à partir d'alcool brut issu du blé (capacité de 800 hl/j),
- Le séchage et la granulation des drêches de blé,
- Le conditionnement de sucre,
- La production de sucres liquides et de fondants (Société FRANCE FONDANTS),
- Le stockage et l'expédition du sucre vrac et conditionné,
- L'entretien et la maintenance du matériel industriel.

A l'Etablissement est également rattaché un ensemble de bassins de stockage des effluents sur :

Une superficie de 47,8 ha sur les communes d'ORIGNY-SAINT-BENOITE, NEUVILLETTE et THENELLES représentant une capacité de l'ordre de 2.160.000 m3 pour la décantation des eaux de lavage des betteraves et la collecte des eaux avant passage en station d'épuration ;

Une superficie de 11,2 ha sur la commune d'ORIGNY-SAINT-BENOITE représentant une capacité de l'ordre de 205.000 m3 pour le stockage des eaux condensées et le stockage des eaux traitées avant rejet dans l'Oise.

#### **Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- ouvrages hydrauliques, récolement de l'inspection du 9 juin 2021

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - les observations éventuelles ;
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Analyse des boues	Arrêté Préfectoral du 03/10/2012, article 8.14.10	/	Sans objet
2	Dimensionnement des digues	Arrêté Préfectoral du 03/10/2012, article 8.19.5	/	Sans objet
3	Dimensionnement des digues	Arrêté Préfectoral du 03/10/2012, article 8.19.5	/	Sans objet
4	Expertise des bassins	Arrêté Préfectoral du 03/10/2012, article 8.19.5	/	Sans objet
5	Expertise des bassins	Arrêté Préfectoral du 03/10/2012, article 8.19.5	/	Sans objet
6	Surveillance des digues	Arrêté Préfectoral du 03/10/2012, article 8.19.5	/	Sans objet
7	Hauteurs d'eau	Arrêté Préfectoral du 03/10/2012, article 8.19.5	/	Sans objet
8	Outils de suivi de l'état des digues	Arrêté Préfectoral du 03/10/2012, article 8.19.5	/	Sans objet
9	Qualité de la nappe	Arrêté Préfectoral du 03/10/2012, article 8.19.5	/	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
10	Inspection terrain	Arrêté Préfectoral du 03/10/2012, article 8.19.5	/	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Lors de la visite d'inspection, il n'est pas apparu de non-conformité vis-à-vis des prescriptions qui ont été contrôlées. L'inspection a cependant formulé 6 observations.

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : Analyse des boues

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 03/10/2012, article 8.14.10
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Ouvrages hydrauliques
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b>  Les boues font l'objet d'analyses annuelles. La nature et le nombre de ces analyses sont mentionnés dans le tableau ci-dessous.  [...]  La fréquence annuelle d'analyse pourra être modifiée sur demande de l'inspection des installations classées, au vu des résultats obtenus.  Les méthodes d'échantillonnage et d'analyse des boues sont celles fixées à l'annexe VII-d de l'arrêté ministériel modifié du 2 février 1998 relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation.</p>
<p><b>Constats :</b> Vu le cahier des charges établi par TEREOS avec la société GES, concernant le respect de la norme NFU 44-551 par les terres de bassins de sucrerie : la fréquence de 6 mois pour le prélèvement et l'analyse des terres est indiquée, sauf en cas de changement de nature et d'origine de la terre qui nécessiterait une analyse immédiate. La méthode de prélèvement ainsi que les différents indicateurs à analyser et les critères limites y sont détaillés. La recherche des pathogènes et la mesure de la conductivité font partie des indicateurs.</p> <p>Vu le devis et le bon de commande datés respectivement du 15 juin et du 17 juin 2022, émis par le Laboratoire Départemental d'Analyse et de Recherche : la déclaration de conformité à la norme NFU 44-551 est bien prévue dans le devis, et la livraison du rapport du laboratoire est prévue pour le 30 juin 2022.</p> <p>En décembre 2021, des analyses ont bien été faites, mais l'exploitant indique que la conformité à la norme NFU 44-551 n'était pas vérifiée. Il s'assure du respect de la norme depuis 2022.</p> <p>Vu le document dans lequel l'exploitant trace les volumes de terre sortis des bassins.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 2 : Dimensionnement des digues

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 03/10/2012, article 8.19.5
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Ouvrages hydrauliques
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Les digues seront réalisées par compactage conformément aux règles de l'art. Elles seront dimensionnées et ancrées de façon à pouvoir résister en toutes circonstances à la pression des liquides et matériaux contenus ainsi qu'aux contraintes extérieures (inondations de la vallée). Toutes mesures utiles seront prises pour éviter leur érosion par les vagues ou leur minage par les rongeurs éventuels.
<b>Constats :</b> L'inspection a demandé à l'exploitant d'explicitier la méthodologie pour le calcul de la revanche. Des relevés NGF ont été réalisés par l'entreprise Ingeo pour chaque digue de chaque bassin. L'exploitant connaît ainsi l'altitude de ses ouvrages et donc l'altitude la plus faible. Il calibre également les échelles limnigraphiques par rapport au repère NGF, ainsi le niveau maximal est obtenu en soustrayant la revanche à l'altitude minimale de chaque bassin sur les échelles.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet



### N° 3 : Dimensionnement des digues

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 03/10/2012, article 8.19.5
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Ouvrages hydrauliques
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les digues seront réalisées par compactage conformément aux règles de l'art. Elles seront dimensionnées et ancrées de façon à pouvoir résister en toutes circonstances à la pression des liquides et matériaux contenus ainsi qu'aux contraintes extérieures (inondations de la vallée).</p> <p>Toutes mesures utiles seront prises pour éviter leur érosion par les vagues ou leur minage par les rongeurs éventuels.</p>
<p><b>Constats :</b> Vu le tableau "Suivi des bassins" concernant l'année 2022 jusqu'au jour de l'inspection. A l'exception du bassin V2, l'ensemble des bassins respectent leur revanche, établie à 1 mètre conformément aux conclusions de l'expertise G5 réalisée par ANTEA. Le bassin V2 est quant à lui en dépassement permanent vis-à-vis de la revanche, bien que cette dernière soit fixée par l'exploitant à moins de 1 mètre pour ce bassin.</p> <p>Grâce à l'optimisation du curage des bassins de décantation, l'exploitant est parvenu à récupérer le volume nécessaire pour exploiter tout en respectant la revanche de 1 mètre préconisée par l'étude de stabilité.</p> <p>Concernant V2, qui n'est pas un bassin de décantation, l'exploitant précise qu'il n'est pas possible de le vider entièrement, ce qui complique la recherche de solution. Le volume du bassin est insuffisant. Un dossier de travaux visant à abaisser la surverse située de B4 vers V2, afin de limiter le remplissage de V2, pour atteindre le respect d'une revanche de 90 cm, a d'abord été transmis à l'inspection. Cette solution a cependant été abandonnée car un risque a été identifié que l'eau contenue dans V2 se déverse dans B4. L'exploitant n'a donc pas de solution clairement définie pour le bassin V2 au jour de l'inspection. Il envisage, en fonction des résultats des bathymétries annuelles, d'opérer plus de curages au niveau des autres bassins et d'augmenter les quantités évacuées vers la STEP.</p> <p>Au vue de la difficulté à diminuer de manière importante la hauteur d'eau dans le bassin V2, l'exploitant indique viser une revanche inférieure à 1 mètre, de l'ordre de 90 cm conformément aux calculs réalisés par ANTEA dans l'expertise G5 de 2021. Les conclusions de l'expertise indiquent cependant de conserver une revanche de 1 mètre sur l'ensemble des bassins.</p>
<p><b>Observations :</b> Observation n°1 : L'exploitant est invité à poursuivre la recherche de solutions qui lui permettront de répondre au besoin d'augmenter la revanche du bassin V2 de manière conséquente. S'il ne se conforme pas aux conclusions de l'expertise G5 réalisée en 2021 concernant la revanche, il s'appuiera sur un avis d'expert pour la définition d'une revanche plus précise pour ce bassin.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

#### N° 4 : Expertise des bassins

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 03/10/2012, article 8.19.5
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Ouvrages hydrauliques
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Les digues seront réalisées par compactage conformément aux règles de l'art. Elles seront dimensionnées et ancrées de façon à pouvoir résister en toutes circonstances à la pression des liquides et matériaux contenus ainsi qu'aux contraintes extérieures (inondations de la vallée). Toutes mesures utiles seront prises pour éviter leur érosion par les vagues ou leur minage par les rongeurs éventuels.
<b>Constats :</b> L'exploitant indique qu'un travail en continu est opéré avec la société ANTEA. Outre les inspections visuelles approfondies réalisées chaque année, l'ensemble des projets de travaux concernant les bassins est étudié avec ANTEA, et l'exploitant les contacte pour avoir un avis d'expert si un désordre nécessitant un tel avis est relevé lors de la surveillance quotidienne.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

#### N° 5 : Expertise des bassins

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 03/10/2012, article 8.19.5
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Ouvrages hydrauliques
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Les digues seront réalisées par compactage conformément aux règles de l'art. Elles seront dimensionnées et ancrées de façon à pouvoir résister en toutes circonstances à la pression des liquides et matériaux contenus ainsi qu'aux contraintes extérieures (inondations de la vallée). Toutes mesures utiles seront prises pour éviter leur érosion par les vagues ou leur minage par les rongeurs éventuels.
<b>Constats :</b> Vu le devis réalisé par la société Aquagéo suite à son passage en juillet 2021 pour examiner la géomembrane du bassin B8 : des désordres ont été identifiés, nécessitant des travaux.  Vu la facture datée du 19 octobre 2021 : les travaux ont été réalisés sur 15 jours entre fin août et début septembre 2021.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 03/10/2012, article 8.19.5
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Ouvrages hydrauliques
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Le bon état des digues sera vérifié par un responsable selon une fréquence minimale de :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Une fois par jour pendant la campagne betteravière,</li> <li>- Une fois par mois lors de l'inter-campagne.</li> </ul> <p>Les résultats de ce contrôle, l'identité du préposé, le relevé des échelles limnigraphiques et la nature des opérations effectuées (transvasement entre bassins etc.) seront consignés dans un registre prévu à cet effet et mis à disposition de l'inspection des installations classées sur sa simple demande.</p>
<p><b>Constats :</b> La check-list, dénommée "Consignes permanentes", élaborée par le groupe TEREOS a été mise en œuvre sur le site d'Origny dès la semaine 34 de l'année 2021. Une de ces fiche doit être remplie de manière hebdomadaire, mais les rondes restent quotidiennes. Les critères à prendre en compte lors de la ronde sont développés dans la check-list, permettant de conclure la présence d'un désordre. La check-list ne précise cependant pas les critères devant amener l'opérateur à effectuer des manœuvres, telles que des transferts d'eau.</p> <p>Vu la procédure "Gestion des bassins", datée du 1/12/2020 : la procédure évoque la réalisation d'opérations de remplissages, vidanges et transferts de bassins à l'occasion des rondes quotidiennes, mais les critères permettant la prise de décision pour de telles opérations ne sont pas explicités.</p> <p>Concernant des points d'attentions particuliers tels que la digue fragilisée au Sud-Est de B6 et les autres préconisations issues de l'expertise G5, ils apparaissent dans les premières page du document de consignes permanentes. Les préconisations propres à chaque bassin sont reprises, avec un plan et des photos. Ainsi, l'opérateur les a sur lui lorsqu'il complète la check-list.</p> <p>L'exploitant a de plus présenté le programme de formation, défini et suivi à l'échelle du groupe TEREOS. Vu le document permettant le suivi des formations à l'échelle du groupe : tout le personnel concerné à Origny a bien été formé. Il s'agit d'un programme de 3 formations :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Géotechnique, donnée par ANTEA, concernant la définition d'une digue, le vocabulaire géotechnique, la surveillance (relevés piézos,...) ;</li> <li>- Eaux, concernant le vocabulaire associé, la réglementation, la biodiversité, les nuisibles et les odeurs ;</li> <li>- Système de Management des Bassins, donnée en interne par le groupe TEREOS.</li> </ul>
<p><b>Observations :</b> Observation n°2 : L'exploitant est invité à formaliser, dans le document de consignes permanentes ainsi que dans sa procédure de gestion des bassins, les éléments devant guider le personnel présent sur le terrain dans la décision d'effectuer ou non des opérations de remplissage, vidange et transfert de bassins.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet



<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 03/10/2012, article 8.19.5
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Ouvrages hydrauliques
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Le bon état des digues sera vérifié par un responsable selon une fréquence minimale de :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Une fois par jour pendant la campagne betteravière,</li> <li>- Une fois par mois lors de l'inter-campagne.</li> </ul> <p>Les résultats de ce contrôle, l'identité du préposé, le relevé des échelles limnigraphiques et la nature des opérations effectuées (transvasement entre bassins etc.) seront consignés dans un registre prévu à cet effet et mis à disposition de l'inspection des installations classées sur sa simple demande.</p>
<p><b>Constats :</b> Vu le tableau "Suivi des bassins" pour l'année 2022 : en cas de dépassement de la revanche, la case apparaît en rouge. C'est le cas toute l'année pour le bassin V2. Un seuil d'alerte a également été défini pour chaque bassin, à 16 cm en dessous de la revanche pour V2, et 10 cm en dessous de la revanche pour les autres bassins. En cas de dépassement de ce seuil d'alerte, la case apparaît en jaune. Aucun dépassement du seuil d'alerte n'a été relevé sur les bassins à l'exception de V2 entre le début de l'année 2022 et le jour de l'inspection.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 8 : Outils de suivi de l'état des digues

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 03/10/2012, article 8.19.5
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Ouvrages hydrauliques
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Le bon état des digues sera vérifié par un responsable selon une fréquence minimale de :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Une fois par jour pendant la campagne betteravière,</li> <li>- Une fois par mois lors de l'inter-campagne.</li> </ul> <p>Les résultats de ce contrôle, l'identité du préposé, le relevé des échelles limnigraphiques et la nature des opérations effectuées (transvasement entre bassins etc.) seront consignés dans un registre prévu à cet effet et mis à disposition de l'inspection des installations classées sur sa simple demande.</p>
<p><b>Constats :</b> Deux types de piézomètres aux fonctions différentes sont installés sur le site. Les 16 piézomètres de suivi de la qualité de la nappe sont présents depuis des années. L'exploitant les relève à une fréquence semestrielle. Ils permettent de suivre l'évolution du niveau de la nappe ainsi que différents paramètres tels que la DCO, les MES,... Vu le rapport d'analyse daté du 16 mai 2022 réalisé par la société Eurofins : il apparaît que les 16 piézomètres ont été exploités cette année. L'exploitant indique que le problème d'accessibilité a été résolu, qu'une mise au point a été effectuée avec le prestataire afin qu'il soit équipé de manière adéquate pour pouvoir effectuer les relevés au niveau de chaque piézomètre. Le cahier des charges de la prestation n'a cependant pas été formalisé à l'écrit et signé par les deux partis.</p> <p>Suite à l'expertise G5, 18 nouveaux piézomètres ont été installés, en crête et en pied de digues. Ils permettent de suivre uniquement le niveau d'eau dans les digues, indicateur de leur état. L'exploitant s'était engagé à réaliser des relevés mensuels à minima pour ces piézomètres en adaptant selon la hauteur d'eau dans les bassins et dans l'Oise. Il a finalement opté pour des relevés hebdomadaires, sans condition sur la hauteur d'eau, depuis novembre 2021. Dans un premier temps, l'objectif de ces piézomètres est de construire un référentiel à partir des mesures effectuées et du calcul de la différence entre la hauteur d'eau dans le bassin et le niveau dans le piézomètre, pour déterminer des critères permettant d'évaluer l'état des digues. Pour l'exploitant, il est donc trop tôt pour faire l'analyse de ces relevés et en déduire les actions nécessaires. L'élaboration des critères de non-conformités à partir des relevés piézométrique est à formaliser en premier lieu.</p> <p>Concernant la mise en place d'autres outils de surveillance des digues, ANTEA a uniquement préconisé à l'exploitant le contrôle annuel de l'inclinaison des digues par un géotechnicien. L'exploitant indique qu'il ne possède pas d'inclinomètre, et qu'il n'a pas fait réaliser cette opération en 2021.</p>
<p><b>Observations :</b> Observation n°3 : L'exploitant est invité à rédiger un contrat, signé par lui-même et le prestataire Eurofins, avec un cahier des charges formalisant l'objet de sa commande auprès de ce dernier.</p> <p>Observation n°4 : L'exploitant est invité à faire réaliser des relevés d'inclinaison des digues, à une fréquence annuelle à partir de 2022. Il effectuera le suivi de l'évolution des mesures.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 9 : Qualité de la nappe

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 03/10/2012, article 8.19.5
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Ouvrages hydrauliques
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Un piézomètre sera implanté aux fins de vérifier à tout moment la qualité de la nappe alluviale. Il débouchera à une hauteur suffisante du radier de façon que l'eau du champ d'inondation périodique de la vallée de l'Oise ne puisse s'infiltrer par son orifice supérieur qui, par ailleurs, devra être obturé efficacement pour parer à tout acte de malveillance. Il sera implanté sur la rive gauche de l'Oise et en aval hydraulique des bassins. Il descendra d'au moins un mètre sous le niveau supérieur le plus bas, susceptible d'être atteint par la nappe alluviale.</p> <p>[...]</p> <p>Préalablement à toute mise en eau de nouveaux bassins, un prélèvement sera effectué dans le piézomètre de contrôle après un pompage d'exhaure d'au moins un quart d'heure. Cette opération sera par ailleurs, renouvelée systématiquement au moins une fois par trimestre. Les analyses porteront, outre le pH, sur :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- La demande chimique en oxygène (DCO)</li> <li>- La teneur en azote organique et ammoniacal (NKT)</li> <li>- La teneur en nitrates (NO)</li> </ul> <p>Les résultats seront communiqués à l'inspection des installations classées dans la semaine qui suit la fin de chaque trimestre calendaire avec l'indication des niveaux limnimétriques relevés avant le stockage des eaux.</p>
<p><b>Constats :</b> L'exploitant n'a pas avancé sur cette question depuis l'inspection de 2021. Vu le rapport d'analyse des 16 piézomètres, daté du 16 mai 2022 et réalisé par Eurofins : on observe par exemple au niveau du Pz10, une DCO de 142 mg/L a été mesurée, et au niveau du Pz14, une DCO de 599 mg/L, un COT de 190 mg/L, et des MES à 75 mg/L. Ces valeurs sont particulièrement élevées, mais l'exploitant n'en connaît pas la raison.</p>
<p><b>Observations :</b> Observation n°5 : A l'avenir, il est demandé à l'exploitant de réaliser une analyse des résultats des relevés piézométriques, de leur évolution annuelle et par rapport au sens d'écoulement de la nappe. Pour les valeurs anormalement élevées vis-à-vis des différents seuils en vigueur, il s'agira d'en rechercher les causes et le cas échéant de mettre en place les actions correctives nécessaires pour les abaisser.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 03/10/2012, article 8.19.5
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Ouvrages hydrauliques
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Le bon état des digues sera vérifié par un responsable selon une fréquence minimale de :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Une fois par jour pendant la campagne betteravière,</li> <li>- Une fois par mois lors de l'inter-campagne.</li> </ul> <p>Les résultats de ce contrôle, l'identité du préposé, le relevé des échelles limnigraphiques et la nature des opérations effectuées (transvasement entre bassins etc.) seront consignés dans un registre prévu à cet effet et mis à disposition de l'inspection des installations classées sur sa simple demande.</p>
<p><b>Constats :</b> Sur demande de l'inspection, les bassins V2, B4 et B5 ont été visités. Une végétation haute et dense a été constatée au milieu des pans de digues externes de ces bassins, les parties hautes étant dégagées, et les parties basses le semblaient également aux endroits visibles. La végétation était également plus dense autour de tuyauteries. L'exploitant justifie que pour des raisons matérielles et financières, l'entretien de la végétation des digues a lieu 2 fois par an, mais la repousse est rapide à certains endroits. Deux problématiques émergent du fait de la présence d'une telle végétation :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- La densité constatée nuit à la qualité des inspections visuelles quotidiennes. En particulier, au niveau du parement de digue externe des bassins V2 et B4 qui donne sur l'Oise, il apparaît impossible en l'état d'observer le milieu et le bas du parement pour y constater des désordres éventuels. D'une manière générale, lorsque l'accès au pied de digue n'est pas possible dans le cadre des rondes quotidiennes, le parement externe devrait rester visible en permanence pour permettre l'identification de désordres. A noter cependant que chaque année, l'exploitant réalise l'entretien des digues juste avant le passage d'ANTEA pour l'inspection visuelle annuelle, afin que les conditions pour cette inspection soient optimales ;</li> <li>- Une végétation trop importante est susceptible de fragiliser l'ouvrage.</li> </ul> <p>Au niveau des animaux fouisseurs, le compte-rendu des campagnes de chasse et de piégeage pour 2022 n'était pas disponible au jour de l'inspection. A priori l'exploitant n'a pas identifié d'évolution particulière par rapport à l'année précédente.</p> <p>L'exploitant a également précisé son projet d'installation de palplanches au niveau des parements externes des digues de B4 et V2 en contact avec l'Oise. L'objectif du projet est de protéger les ouvrages de l'érosion. Il n'y aura pas de modification du volumes des bassins ni de la hauteur des digues. Un dossier technique a été réalisé par ANTEA et les travaux devaient débuter dans les jours suivant l'inspection. Ce projet n'a pas soulevé de remarque de la part de l'inspection.</p>
<p><b>Observations :</b> Observation n°6 : L'exploitant est invité à ré-évaluer le besoin d'entretien des digues, d'une part pour permettre l'efficacité des rondes quotidiennes qui visent à identifier au plus tôt des désordres, et d'autre part en fonction du risque qu'une végétation trop abondante peut entraîner sur la stabilité des digues. Sur ce dernier point, l'exploitant est invité à consulter l'avis d'un expert technique dans le domaine des ouvrages hydrauliques.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet